



**Inactualités sur le Premier mai**

**Projectualité de la vitrine**

*Inactualités sur le Premier mai*, publié dans *Sans détour. Journal anarchiste apériodique*, n°3, mai 2019

*Projectualité de la vitrine*, publié dans *Avis de tempêtes. Bulletin anarchiste pour la guerre sociale*, n°13, 15 janvier 2019

**Mars 2023**

**Inactualités sur le Premier mai**

**5**

**Projectualité de la vitrine**

**10**



# Inactualités sur le Premier mai

Lorsque certains conflits se développent, que leur contours se précisent et qu'ils s'étalent dans le temps, prenant alors une place majeure dans la réalité, la rupture avec la normalité (même si seulement à un niveau local et par intermittence) passe entre autre par le fait qu'ils mettent en circulation et imposent leurs propres questions, revendications (ou pas) et exigences, mettant alors en lumière les antagonismes qui traversent la société et appelant/poussant chacun à prendre position. Cette rupture avec la normalité, même à une échelle inférieure à celle de « la société » entière, advient aussi à travers la temporalité que ces conflits se donnent et parviennent à imposer, enrayant – même de manière limitée – le tic-tac du boulot-dodo. C'était le cas dans la révolution syrienne, où chaque vendredi s'ouvrait comme un jour de manifestation (rythmant aussi les autres jours de la semaine durant lesquelles ces manifestations étaient préparées), et la fin de la prière marquait alors le début de celles-ci. C'était le cas lors du mouvement contre la loi travail en 2016, où pendant près de trois mois pour de nombreux lycéens, chaque jeudi charriait ses blocage de bagnes scolaires et d'interruptions de cours, tout ce beau monde disposant alors de son temps pour, par exemple, se livrer à d'aventureuses manifestations sauvages. C'était le cas du « mouvement des Gilets jaunes » au cours duquel, alors que chaque samedi avait lieu des dizaines voire centaines de manifestations, certains samedi, jouissant alors de l'effervescence des événements, étaient pressenties comme des dates « qui ne vont pas rater » (comme le 1er décembre et le 8 décembre à Paris), tandis que d'autres étaient appelés volontairement et explicitement à être des journées plus importantes que d'autres (parfois à une échelle local, d'autres fois à un niveau national, comme le 16 mars à Paris). Et ce fut aussi le cas, dans le passé, du 1er mai, qui n'a pas toujours été que la Pâques des travailleurs du monde entier, mais aussi, pour les anarchistes, l'occasion parfois de tenter quelque chose, comme nous le rappelle quelques-unes des expériences d'hier.

A commencer par les événements qui eurent lieu en 1886 à Chicago, en partie à l'origine des commémorations du 1er mai, devenant peu à peu un mythe fondateur construit autour des prétendus *martyrs de Chicago*. Le 1er mai de cette année-là, un rassemblement fut organisé à l'usine McCormick, afin d'exiger la journée de travail de 8 heures, rassemblement qui s'inscrivait dans un mouvement plus large, c'est-à-dire une grève générale mobilisant 340 000 travailleurs dans tous le pays. Après que l'anarchiste August Spies (qui comme Lucy et Albert Parsons, Emma Goldman, Johann Most et d'autres, était devenu au fur et à mesure des années de plus en plus réticents à accorder sa confiance aux organisations syndicales en plein essor, en arrivant peu à peu à rejeter toute idée de coopération avec les autorités) eut pris la parole devant la foule, et alors que celle-ci commençait à se disperser,

la police chargea les ouvriers, tuant l'un d'entre eux et en blessant des dizaines. Le journal anarchiste *Arbeiter-Zeitung* publie alors un appel à un rassemblement de vengeance contre la police le 4 mai, tandis que *The Alarm* appelle les travailleurs à venir *armés et prêts*. Les faits tragiques qui eurent lieu ce jour sont relativement connus : à la fin du rassemblement sur Haymarket Square, et alors que les manifestants se dispersaient, l'un d'entre eux lança une bombe puissante sur la masse des policiers (en tuant un sur le coup). Une fusillade éclate alors entre manifestants et policiers qui tirent dans le tas, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés des deux côtés. Ce qui est moins connu en revanche, c'est que cette attaque à la bombe s'inscrivait dans un projet bien précis, dans lequel nombre d'anarchistes s'étaient investis de longue date: faire éclater une insurrection violente contre l'Etat et le Capital dans les rues de Chicago. Partant de l'analyse que l'Etat n'aurait qu'à accepter les revendications des syndicats (c'est-à-dire la journée de huit heures) pour imposer en douceur le retour à la normalité de l'exploitation quotidienne et de ses misères, ils cherchèrent au cours de réunions clandestine la meilleure manière de dépasser les revendications des syndicats ainsi que le dialogue et les négociations avec l'ennemi. Arrivés à la conclusion qu'il fallait pour cela provoquer un soulèvement, et misant sur le fait qu'afin que celui-ci survienne il fallait encourager les ouvriers à ouvrir un espace de liberté totale, en attaquant et vidant entièrement tous les commissariats de la ville, c'est cela qu'ils planifièrent et organisèrent concrètement. Voilà pourquoi au cours du procès qui suivit August Spies a admis posséder de la dynamite et des bombes dans son bureau, pourquoi George Engel et Albert Parsons avaient commandé environ 150 revolvers Remington de gros calibre chez un marchand d'armes à peine quelques mois à peine avant (distribués ensuite aux petits groupes qui devaient prendre d'assaut les commissariats), et voilà aussi pourquoi le compagnon Louis Lingg (qui affirmait que « *Les forces par lesquelles les travailleurs sont maintenus dans la soumission doivent être combattues par la force* ») n'a jamais remis en question l'accusation d'avoir fabriqué une grande quantité de bombes artisanales dans son appartement, juste avant l'émeute de Haymarket, lui qui, ce 4 mai 1886, déposa dans un saloon à proximité du meeting un grand sac rempli de ces engins, dans lequel vinrent se servir de nombreux manifestants. Voilà ce qu'était ce 4 mai 1886, mythifié et profondément falsifié, censé être à l'origine des commémorations du 1er mai : une tentative insurrectionnelle, la rencontre entre une soif de vengeance, une révolte diffuse et un plan imaginé, préparé et mis en acte par quelques révolutionnaires. Tentative qui attendait son heure, et aurait pu avoir lieu n'importe quel jour de l'année, car son élément déclencheur n'était pas une date particulière, mais des circonstances favorables à sa réussite.

Ce n'est que quelques années plus tard, que les socialistes décréteront cette journée Fête du Travail, la destinant à être une journée où les ouvriers défilent au pas, drapeaux aux quatre vent, pour faire masse et exprimer leurs revendications pacifiquement. Que les socialistes légalistes s'en satisfassent, cela n'avait rien d'étonnant pour les anarchistes de l'époque. Mais que des compagnons prennent part aux

marches avec en tête l'idée de la révolution, cela leur était absolument incompréhensible, comme l'exprima Paolo Schicchi en juillet 1891, au lendemain de la 2ème Fête du Travail, dans son journal *Pensée et dynamite* (ingénieusement sous-titré: *La pensée pour soulever les faibles, la dynamite pour abattre les puissants*). Il fonde sa critique sur différents arguments. Premièrement, les assauts à date fixe sont une stratégie absurde, un non-sens dans la tactique révolutionnaire, qui laissent aux forces répressives, par ailleurs plus lourdement armées, non seulement l'occasion de s'organiser de manière à éviter autant que possible d'être pris au dépourvu, en mobilisant ses effectifs et en les répartissant pour occuper le terrain à leurs avantages, selon la science du maintien de l'ordre, mais aussi d'arrêter les anarchistes, les révolutionnaires connus et les personnes suspectes, et de les envoyer en résidence surveillée ou directement au tribunal sous l'accusation d' « associations de malfaiteurs », comme ce fut le cas à Paris en 1890, lors de la première édition, où la police se livra préventivement à une chasse aux anarchistes en bonne et due forme. La révolution n'est possible selon lui qu'avec « *un assaut imprévu, rapide comme l'éclair, ignoré de l'ennemi [...] Cueillez-le à l'improviste, de sorte qu'il n'ait pas le temps de faire cela et vous aurez la probabilité de la victoire. L'armée et la police sont une grande machine dont la force consiste dans le mouvement simultané et bien ordonné de toutes ses parties. Rompez une roue, déplacez un engrenage et elle perd sa force* ». Une critique éminemment juste dans ses fondements, mais une critique facile et discutable en pratique, ont dut penser certains, car est-il possible d'imaginer un mouvement de masse totalement ignoré de l'ennemi ? C'est là que cette critique délivre alors un intérêt précieux, quand Schicchi conclut par une proposition concrète qui s'adresse à la minorité anarchiste. Ce qu'il faut, c'est « *prendre les calculs du gouvernement à revers, l'attaquer dans ses points faibles, prendre les armes dans les endroits dépourvus de forces [pour les protéger]* », et de préciser qu'alors que dans le centre des grandes villes on se faisait massacrer et arrêter à bas coûts, il y avait hors de ces centres des quartiers ou des centaines de fusils n'étaient quasiment pas protégés.

Sa proposition était alors de se rendre à mains armées, avant le 1er Mai (avant donc d'entrer dans des jours de fatigue, de terreur et de découragement) et à quelques poignées de compagnons, dans les centres industriels et miniers ou dans les campagnes – tant qu'ils s'y trouvent déjà du mécontentement –, et de prendre ces zones d'assaut, rompant les télégraphes, les voies ferrées et les ponts, amassant des armes et recueillant des rebelles de village en village, marchant par groupes séparés dans toutes les directions vers les grandes villes. C'est ainsi, dans ces zones où l'on ne croise pas l'ombre d'un soldat sur des dizaines de kilomètres, qu'il y a le temps et la possibilité de se fournir en armes, de grossir en nombre, et de se préparer à la lutte, profitant par ailleurs des spécificités du territoire pour avancer ou reculer selon les circonstances, menant ainsi une guérilla sans merci, et profitant de l'asile des montagnes et des bois en cas de défaite. Y a-t-il un meilleur moyen pour « *jeter la pagaille parmi les forces ennemies, pour bouleverser tous ses projets*

*et, avant tout, pour contraindre les troupes à à abandonner en partie les grandes villes, qui pourraient alors se soulever plus facilement » ?*

Presque 25 ans plus tard, c'est une autre critique que l'on retrouve dans les pages du journal anarchiste états-unien *Cronaca Sovversiva*, qui ne déplore pas seulement la perte du caractère combatif que le premier mai a manifesté à ses débuts dans de nombreux pays, due notamment à la mise au pas qu'ont engendré les organisations syndicalistes de masse. Ce qu'elle déplore c'est surtout le fait que le Premier Mai ait nourri un préjugé, à savoir que ce serait un jour différent de tous les autres, différent car ce jour-là tous se sentiraient plus frères, plus assoiffés de liberté et plus désireux d'émancipation. Fable bien utile pour gonfler et serrer les rangs des personnes encartées dans des organisations, des syndicats et des partis, mais qui est à l'opposé du but poursuivis par les anarchistes, qui voient dans *chaque jour* de l'année la possibilité pour chacun de (se) forger des consciences individuelles et révolutionnaires fermes, et d'affirmer par la parole et par l'action cette conscience. Car c'est sur ces individus, constituant des *minorités audacieuses*, que le compagnon faisait reposer la possibilité d'accomplir les grandes transformations sociales et d'initier une révolution sociale. Une conviction qui ne conduisait pas à se retirer dans une tour d'ivoire entre gens conscients sous tous rapports, et n'avait rien à partager avec la perspective de fonder une avant-garde pour diriger les masses, mais se traduisait par la création de parcours de luttes et d'interventions autonomes.

A défaut de pouvoir prendre la rue à l'improviste ou d'être en mesure d'affronter les forces répressives, reste aussi bien la possibilité de tenter de *désorganiser* les forces répressives, que celle de tenter d'attaquer *ailleurs et autrement* le monstre étatique et la pieuvre économique. C'est un peu des deux qui fut tenté le 1er Mai 1919 aux Etats-Unis, par l'envoi d'une trentaine de colis – préparés par les mêmes mains et expédiés du même quartier de Manhattan – prévus pour arriver avant ce jour de grandes manifestations dans un contexte de fortes tensions. Contenant un bâton de dynamite censé exploser à l'ouverture, ces « engins infernaux » étaient adressés au domicile de politiciens, de fonctionnaires d'Etat, de juges et d'hommes d'affaires. Des hommes parmi les plus importants du pays qui, s'ils n'étaient pas de significatifs représentants du capitalisme, avaient en commun de s'être distingués dans la mise en œuvre des politiques sur l'immigration ou dans la répression de la menace subversive. Bien que ce fut un échec, la *Cronaca Sovversiva* soutint que la nature de cette tentative n'échappait à personne : ces bombes livrées le 1er mai 1919 n'étaient « *pas des représailles contre une personne ou un parti, mais la guerre ouverte contre un système dans son ensemble ; la guerre contre la bourgeoisie dans toutes ses institutions et contre les hommes qui en sont les défenseurs* ». Une guerre permanente commencée bien avant, et dont, comme en 1886 à Chicago, ces envois de bombes étaient une tentative pour tenter (ou contribuer) en toute autonomie et en interaction avec le mouvement ouvrier de leur époque, de faire éclater une insurrection violente contre l'Etat et le Capital. Que moins d'un mois après, dix



domiciles des personnes parmi les plus importantes visées par les colis, aient été atteint, à domicile cette fois, par des attaques à la bombe, la même nuit et dans huit villes différentes, illustre ceci : 1er mai ou pas les anarchistes suivent leurs chemins, un chemin parfois semé d'approximations, d'embûches et d'échecs, mais qu'ils créent à partir d'eux-mêmes, de leurs ambitions et de leurs rêves démesurés, pour transformer la réalité sans être à la traîne de celle-ci.

« *C'est bien beau, mais ce sont de vieilles histoires, nous dira-t-on, d'un autre siècle* ». Vraiment ?

Un des points forts de la domination c'est autant d'être parvenue à effacer toute mémoire historique et à supprimer quasiment toute transmission d'expérience entre générations, que d'avoir inculqué ce préjugé (sans besoin d'argumenter donc) que ce qui est d'hier est aujourd'hui invalide. Mais c'est aussi d'avoir accomplie d'énormes avancées en matière de fabrication des faits (préalable au conditionnement des opinions et à la neutralisation des individus) non seulement grâce aux médias de masse, mais aussi grâce à tout ce que notre époque compte comme technologie de communication avancée. Si il y a une cinquantaine d'années, un critique constatait que « *l'irréalité de notre siècle dépend du fait que la « réalité » à laquelle chacun de nous croit chaque matin est uniquement construite par la presse et par la radio, et souvent uniquement pour leur propre usage* », aujourd'hui la presse et la radio n'ont certes plus le monopole de cette construction de la réalité, mais le résultat est le même : si un événement (au sens littéral, un fait) n'est pas transformé en actualité, en informations ou en post, il n'existe pas. Ce silence engouffre alors aussi l'attention que nous pourrions accorder à de tels événements, et par conséquent les inspirations, les décisions et les actions qu'il pourrait nous inspirer. Mais si tous ces atouts dont jouit la domination sont de fait des difficultés pour tous ceux qui visent à la détruire, ce ne sont pas pour autant des boulets à nos pieds. La domination ne peut pas empêcher la révolte de ceux qui sont déterminés d'éclater, une révolte qui « *si nous ne voulons pas nous condamner à la reproduction du déjà-vu ou à l'impuissance* » comme le disait des compagnons, *doit éclater partout, dans les rues et dans les places, dans les cœurs comme dans les têtes* ».

Repensons alors aux critiques et aux expériences citées plus haut. Aujourd'hui, la clé de voûte du renversement de l'ordre établi n'est certainement plus la capacité, sinon à vaincre, du moins à affronter – au moment propice – militairement les forces répressives, ne serait-ce entre autre parce que les fonctions répressives et de maintien de l'ordre se sont disséminées et s'exercent en permanence à travers une multitude d'institutions, de dispositifs et de structures. Alors si la police reste l'organe répressif le plus flagrant, le plus violent et le plus direct, elle n'est qu'un maillon – et peut-être pas le plus efficace –, qui trouve sa limite dès lors que l'on cherche à agir là où elle n'est pas (ce qui ne signifie pas forcément agir isolément). Car si on y pense bien, est-ce d'abord elle qui nous empêche d'être ailleurs, d'agir à l'improviste, en suivant notre propre projectualité et temporalité ?

# Projectualité de la vitrine

« Copain, gare à la faconde

Des grands ténors endormeurs :

La haine seule est féconde,

La haine des affameurs... »

Chant du 1er Mai, 1896

Le Premier mai parisien de cette année a semble-t-il marqué quelques esprits. Non pas que l'immense majorité des badauds n'ait pas pu profiter de ce week-end prolongé ensoleillé ou que les chalands n'aient pas pu flâner en quête de la dernière nouveauté technologique et du dernier attribut à la mode présent sur des étals restés ouverts. Mais faute d'une autre actualité croustillante ou par une volonté délibérée de partager un spectacle aussi attendu, c'est en tout cas la manifestation printanière des syndicats et son déroulé qui ont occupé l'ensemble des canaux de propagande du pouvoir avant d'en être chassée au bout de quelques jours, *flux oblige*. Le plus remarquable dans ce maelström est que ce sont moins les incendies de véhicules et de commerces (sans parler des bris de vitres et autres matériel urbain), que ce sont donc moins tous ces actes réjouissants qui ont déclenché une tempête dans un verre d'eau, que la question ouverte de la perspective de tels désordres urbains, des deux côtés de la barricade.

Si le ministre de service toujours en quête de catégories a cette fois misé gros sur celle de « *blacks blocs* » (pour changer de celle de l'« *ultra-gauche* » ou de ces bons vieux « *anarcho-autonomes* »), il a aussi poussé le vice jusqu'à fanfaronner que « *toutes celles et ceux qui appellent à l'insurrection doivent être à un moment donné poursuivis, et ils le seront* », avant d'aller serrer la pogne à des commerçants dépités. En face, quelques réflexions critiques ont également commencé à circuler au-delà des habituelles considérations techniques liées à la répression (nasses, arrestations, incarcérations, etc.), sans toutefois déplacer le regard hors des contingences de cet énième mouvement social où se mêlent syndicats et radicaux, cortèges de différentes couleurs, occupations étudiantes et incantations à une fade convergence des luttes. Un regard qui pourrait par exemple justement concerner une perspective anarchiste qui nous soit propre, c'est-à-dire loin, *très loin*, des plus petits dénominateurs communs et autres compositions, en partant non seulement de nos idées d'action directe et d'auto-organisation, mais aussi en partant de nos temporalités et angles d'attaque.

Si la question est vaste, un premier pas pourrait être de commencer par dégager quelques obstacles qui barrent dans tous les cas la route à une telle perspective autonome, bien au-delà de l'aspect répressif. A ce titre, le fil noir du Premier mai pourrait bien aider à remettre quelques petites choses à plat.

\*\*\*

Le Premier Mai français est avant tout l'histoire d'un rituel rôdé depuis longtemps, c'est en quelque sorte la vitrine historique des capacités d'organisation des syndicats, le reflet d'un long travail de domestication des foules.

Cette idée très particulière – lancée en 1889 par la IIe Internationale autoritaire réunie à Paris – est celle de concentrer en une journée un maximum de forces et sur une vaste échelle pour faire la démonstration de sa puissance, et ainsi mieux négocier les conditions d'exploitation le reste de l'année (initialement l'obtention de la journée de huit heures, et cette année les miettes que le gouvernement Macron refuse de céder aux syndicats dans le cadre de ses restructurations économiques). Dès le départ, le Premier mai relevait d'une logique d'unification sur un objectif minimal commun *revendicatif*, à la fois en tant qu'auto-affirmation symbolique d'un prolétariat comme force historique, et surtout en tant que masse disciplinée répondant à l'appel de ses représentants légitimes, les syndicats. Si ce « *14 Juillet de la classe ouvrière organisée* » où « *on travaille pour la galerie* », comme l'observa un béquillard facétieux, correspondait déjà au début du siècle dernier à une tentative d'encadrement d'un vaste prolétariat encore sujet à de nombreuses sautes d'humeur incontrôlées contre les exploiters et encore méfiant vis-à-vis d'un régime républicain né sur une pile de cadavres (celle des communards), le carnaval du Premier mai n'est aujourd'hui plus que la fête des syndicats et de leurs derniers affidés. Des syndicats qui n'intéressent plus grand monde (il y a 11 % de travailleurs syndiqués en France), excepté le pouvoir qui a toujours besoin de ces relais subventionnés, et tous ceux qui entendent briller dans la vitrine du Premier mai en constituant un cortège de plus pour affirmer une force parallèle ou concurrente de celle des bonzes. C'est le cas historiquement des boutiques de gauche et des associations citoyennistes confinées à l'arrière, des gauchistes de tout poil qui firent le coup de poing avec son SO tout au long des années 70, et désormais aussi de ce « cortège de tête » qui s'est imposé depuis 2016, tout en tentant d'emprunter ni plus ni moins comme les autres dès le départ le parcours proposé et négocié avec la préfecture par les syndicats.

D'où ce paradoxe qui renvoie à l'histoire même du Premier mai : si la foule la plus nombreuse et déterminée décide pour une fois de ne pas se ranger sous la direction des syndicats (mais derrière, devant, à côté) comme en ce Premier mai 2018, pourquoi continuer de suivre le chemin que ces derniers ont balisé pour elle, jusqu'à être dissous au bout de quelques centaines de mètres par un dispositif po-

licier prédisposé et préparé à ce parcours-là ? Quelle peut bien être la perspective d'une telle pratique, désormais habituelle, si elle parvenait à ses fins, sinon espérer se substituer à terme à l'ensemble du défilé en un vaste cortège de tête hégémonique intégrant toutes les autres composantes de la manifestation (quitte à laisser le petit bout traditionnel et old school à sa queue sur un parcours-bis) ? Pourtant, le fait même de défiler sous forme de cortège – de type *Black Bloc* ou pas – au sein d'une manifestation, qui plus est pensée par d'autres et pour y rester, ne va pas forcément de soi.

Il n'est par exemple pas étonnant que les syndicats préfèrent se souvenir du Premier mai 1891 –le massacre de Fourmies où une foule de grévistes désarmés se fit tirer dessus par la troupe–, plutôt que du Premier mai 1906, pourtant année de la fameuse charte d'Amiens de la CGT. Après une montée en pression pendant plusieurs mois pour l'obtention de la journée de huit heures, ce jour-là devait en constituer le point fort avec le début de grèves en cas d'insatisfaction de cette demande d'aménagement des conditions d'exploitation (et de fait elle obtint le vote de la loi sur le repos hebdomadaire). Même la bourgeoisie parisienne était convaincue de l'importance de cette date, expédiant sa famille à la campagne, verrouillant ses maisons et amassant des provisions. L'État avait de son côté mobilisé 45 000 soldats et policiers dans la capitale. Et puisqu'il n'était pas question d'autoriser une manifestation, il décida de saturer l'espace des possibles rassemblements, comme la place de la République devant la Bourse du Travail. Cela n'empêcha rien, bien au contraire, puisque sans point fixe ni encadrement syndical et malgré un dispositif policier qui mettait facilement la vie des manifestants en jeu, ce Premier mai 1906 fut une des plus belles émeutes parisiennes d'avant-guerre. Dispersée en groupes mobiles sur les boulevards, la foule renversa le funiculaire de Belleville, attaqua les commerces restés ouverts, monta des barricades et affronta rudement la flicaille pendant tout l'après-midi (lui causant de nombreux blessés, contre 800 arrestations et deux morts côté manifestants).

Prendre la rue en ordre dispersé, sous forme de groupes variés et mobiles où l'identité n'est plus de mise, plutôt qu'en blocs compacts intégrés au dispositif syndical et policier, voilà peut-être une piste que même le Premier mai historique peut encore nous transmettre.

Une piste que les boutiques syndicales connaissent sur le bout des drapeaux, parce que la représentation et le défilé ordonné en cortèges ne se sont pas fait tous seuls et ont justement été pensés comme une forme de maintien de l'ordre : c'est après l'émeute parisienne du 1er mai 1906 et surtout juste après celle spontanée du 13 octobre 1909 consécutive à l'assassinat de l'anarchiste espagnol Francisco Ferrer, que la Fédération socialiste de la Seine eut la bonne idée d'en organiser une seconde le 17 octobre, en négociant pour la première fois un parcours autorisé et encadré conjointement par les autorités et un service d'ordre « capable d'organiser et de discipliner une manifestation », selon *L'Humanité* de l'époque. Les autoritaires et les gestionnaires de la paix sociale que sont les partis politiques et

les syndicats n'avaient en effet pas trouvé mieux que d'introduire ce nouveau mode pacificateur de la manifestation co-organisée avec l'État d'une place à une autre, pour tenter de mettre fin aux formes émeutières sauvages, qui étaient jusqu'alors le mode principal d'exprimer colère et revendication en prenant la rue sans parcours défini ni objectif centralisé. Avec des policiers qui occupent les trottoirs de gauche et de droite, et des manifestants qui défilent sur la chaussée encadrés par « les hommes de confiance » (l'ancien nom du service d'ordre), c'est une nouvelle forme de violence inouïe qui surgissait là, celle d'un ordre et d'une répression interne face à toute possibilité de violence libératrice par le désordre. Personne ne s'y trompa d'ailleurs, et tandis que *Le Figaro* raillera ces « *bons et robustes troupiers qui marchent bien au pas* » lors de cette première, le journal *l'anarchie* tonnera de son côté contre « *la procession moutonnaire... où l'on put voir, dans une touchante union, policiers et socialistes, la main dans la main, assurer l'ordre et protéger la propriété contre les gens sans aveu* ».

\*\*\*

Dans toute perspective révolutionnaire, identifier l'ennemi afin de pouvoir l'attaquer est un préalable nécessaire. Certains ne s'y sont pas trompés pendant le mouvement contre la loi *Travaille !* de 2016, puisque qu'aussi bien le siège de la CFTD à Belleville que celui de la CGT à Montreuil furent frappés.

Reconnaître les syndicats pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire comme une partie de l'ordre qui nous écrase (en tant que cogestionnaires de l'exploitation et en tant que piliers de l'intégration aux valeurs du capital), signifie alors non seulement s'en prendre directement à eux, mais certainement aussi refuser de participer à leur approche de la question sociale, rodée depuis plus d'un siècle et dont le défilé du Premier mai constitue assurément la vitrine spectaculaire, *quoi qu'il s'y passe*. A moins qu'il existe une différence substantielle de contenu pour des anti-autoritaires entre briser une vitrine derrière une banderole disant « *pour un 1er mai revendicatif et combatif* » et une autre disant « *Marx Attak* » ?

Qualitativement, ce n'est en tout cas pas la même perspective que d'intervenir à partir de masses préalablement organisées et encadrées par une partie du pouvoir (comme l'est typiquement un Premier mai, à l'inverse par exemple de certaines explosions de rage suite à un abus de ce même pouvoir), ou de développer un agir autonome qui ne *représente pas* une composante supplémentaire du grand bordel syndical et politique, mais se propose de partir des individus et de leurs singularités à travers des propositions organisatives décentralisées et incontrôlables, seules à mêmes de briser toutes les vitrines de la domination. C'est à notre avis une des conditions pour qu'un tel agir émeutier puisse enfin s'exprimer en dehors de parcours et de cibles trop attendues. Mais c'est surtout une des conditions pour que les regards commencent enfin à se tourner vers tout ce qui se trouve *au-de-*

*là des apparences* : les flics portent-ils tous un uniforme ? Une banque est-ce une vitrine ou surtout un réseau de données ? L'économie est-ce un stock réduit de marchandises à portée de main ou surtout un réseau à flux tendu de production, de circulation et de logistique alimentés par des câbles électriques ? Un lieu de pouvoir est-ce uniquement une permanence électorale en vue ou aussi le domicile d'un juge, d'un ingénieur nucléaire ou d'un architecte ? La répression d'une lutte est-ce uniquement la prison et le tribunal, ou aussi ceux qui en son sein dénoncent les attaques, ceux qui pactisent avec l'État pour y mettre fin ou qui composent avec des partis et des syndicats pour tenter de la diriger ? La surveillance et le contrôle est-ce uniquement la caméra sur le poteau ou aussi la start-up qui construit des drones, le preneur d'image casqué dans le black bloc, le paysan qui puce son bétail ou encore l'antenne de téléphonie mobile ?

Le temps et l'espace des troupeaux et de leurs bergers sont les moins adéquats pour approfondir toutes ces questions et bien d'autres encore, si on ne les a pas pensées et expérimentées avant. Pour ne pas attaquer de façon prévisible, dans des cadres organisés par d'autres ou qui dépendent d'échéances extérieures (celles du pouvoir ou du mouvement), partir de soi, de ses perspectives comme de la confiance en ses propres idées et propositions anarchistes, est alors le minimum, même si cela demande plus d'imagination et d'efforts que de suivre le vent des grenades lacrymogènes. En plus de la satisfaction de reprendre sa vie en main de façon offensive et autonome, cela permet également de faire vibrer une hétérogénéité subversive bien plus susceptible d'alimenter les possibles de la conflictualité sociale en cours qu'en participant, même différemment, aux rituels nés pour la pacifier et la réduire à la seule dimension quantitative.

D'ailleurs savez-vous pourquoi il n'y eut pas de défilé du Premier mai entre 1954 et 1968, soit pendant quinze ans ? Parce que l'État français empêtré dans la sale guerre d'Algérie, main dans la main avec les syndicats responsables, avait décidé que cela était susceptible de générer de graves troubles à l'ordre public. Cultiver l'agilité sans dépendre des masses ni des autorisations du pouvoir (qui a oublié les interdictions de manif pendant l'état d'urgence après 2015 ?), ce n'est peut-être pas négligeable non plus, en ces temps de guerre.



